

Madame la Présidente,

La lecture du TBVS 2015 n'est pas une surprise pour notre organisation syndicale.

Dans l'Oise, comme l'an dernier, l'augmentation du nombre d'arrêt maladie inférieur à 5 jours se poursuit, le nombre de fiches de signalement est en hausse. Et même si le nombre de congé mis sur le CET baisse ainsi que le volume horaire écrêté des agents de l'Oise, le nombre de jours définitivement perdus apparaît considérable et inacceptable. Ces indicateurs ne sont que le reflet d'une dégradation importante des conditions de vie au travail dans un contexte de destruction des emplois qui oblige la DDFIP de l'Oise à restructurer les services. La réaction en chaîne ne s'arrête pas là et les réinstallations des personnels ne font qu'alourdir les risques psycho-sociaux déjà grandement impactés par les dégradations des relations avec l'utilisateur et l'accueil difficile en cette période de crise.

Concernant le baromètre social 2015 de l'Oise, la CFTC constate que le taux de participation est en baisse par rapport à 2013. En outre, il montre que la principale source de stress reste la charge de travail. La dégradation des relations avec la hiérarchie et au sein de l'équipe augmente. Le lien incontestable de ces mesures est sans aucun doute la suppression des emplois dans notre direction.

Ainsi, la participation expérimentale au Centre de Contact, et l'aménagement des horaires d'ouverture au public ne font qu'alléger la pression mais ne permettent pas d'améliorer de manière conséquente les conditions de vie des agents.

Pour la CFTC, il faut :

- Stopper la spirale destructrice des suppressions d'emploi dans notre direction. D'ailleurs, vous l'indiquez clairement dans les indicateurs de contexte non chiffrés : dans le cadre des situations graves, vous mentionnez le sous-effectif de certains services
- Redonner du sens au travail
- Réinsuffler de la vie dans les services où, trop souvent, l'ambiance de travail s'est dégradée au fil des suppressions d'emploi et des différentes pressions

- Défendre nos agents et nos missions face à la stigmatisation organisée par les gouvernements successifs, les politiques et les médias.